LA DOCTRINE COMMUNISTE

DE

MARX - ENGELS - LÉNINE
STALINE

EN SIX COURS

☆

Vers la réalisation du Communisme

DEUX SYSTÈMES : CAPITALISME ET SOCIALISME

COURS N° 3



ÉDITÉ PAR
LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(S. F. I. C.)

PRIX : 2 FRANCS

VERS LA RÉALISATION DU COMMUNISME

DEUX SYSTÈMES : CAPITALISME ET SOCIALISME

LA DOCTRINE COMMUNISTE

DE

MARX - ENGELS - LENINE
STALINE

EN SIX COURS

★

Vers la réalisation du Communisme

DEUX SYSTÈMES ; CAPITALISME ET SOCIALISME

COURS N° 3



EDITE PAR
LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(S. F. I. C.)

INTRODUCTION

La nouveauté essentielle de notre époque :

la lutte entre le capitalisme dépassé par l'histoire et le socialisme en pleine croissance

NOUS avons étudié dans le cours précédent (1) comment, sous la direction du Parti bolchévik de Lénine et de Staline, le prolétariat de Russie a renversé le pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers ; comment il a supprimé le capitalisme et construit le *socialisme*.

Le régime socialiste règne sur un sixième du globe, en Union soviétique, et en Union soviétique seulement. Le régime social nouveau qu'impose le nouvel état des forces productives existe donc dans le monde en même temps que le vieux régime, dépassé par l'histoire, le système capitaliste.

La coexistence entre le capitalisme et le socialisme, réalisé en U.R.S.S., prouve que la transformation de la société, le remplacement du capitalisme par le socialisme, a commencé pour l'ensemble de l'humanité. Cette coexistence est, en fait, une lutte incessante. La lutte entre le capitalisme dépassé par l'histoire et le socialisme en plein essor : voilà la nouveauté essentielle de notre époque.

La supériorité du socialisme sur le capitalisme

La comparaison entre les deux systèmes fait éclater la supériorité du socialisme sur le capitalisme dans tous les domaines, Elle montre que les frontières qui séparent l'U. R. S. S. des pays capitalistes constituent une véritable ligne de démarcation entre l'aisance qui augmente sans cesse et la misère croissante ; entre la

(1) Deuxième cours : Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.

liberté et l'esclavage ; entre un monde qui se développe et qui progresse et un monde qui sombre dans la décadence, au milieu des ruines de la guerre impérialiste.

Le socialisme est supérieur au capitalisme, même si l'on considère celui-ci dans sa période d'essor. Mais, à présent, le capitalisme n'est plus dans sa période d'essor. Il est dans la période de l'*impérialisme*, il est devenu le capitalisme agonisant. Il ne développe plus les forces productives, il les détruit durant la paix comme durant la guerre. Il ne développe plus la science et la technique, il les enchaîne. Il ne développe plus la civilisation, il instaure la barbarie. Face à la décomposition du monde capitaliste, le pays du socialisme réalisé, l'U. R. S. S., s'affirme comme le pays du développement impétueux des forces productives, comme le rempart de la science et de la technique, de la liberté et de la paix, comme le flambeau d'une civilisation supérieure : *la civilisation socialiste.*

Nécessité pour tout militant de savoir démontrer, surtout à présent, la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste

« ... la bourgeoisie sait que si le système capitaliste n'est pas encore renversé et subsiste toujours, il le doit non pas à ses bonnes qualités, mais au fait que le prolétariat n'a pas encore une foi suffisante dans la possibilité de sa victoire. » (Staline)

L'exemple de l'U. R. S. S. renforce sans cesse la confiance du prolétariat dans sa victoire. L'exemple de l'U. R. S. S. prouve non seulement que cette victoire est possible, mais encore qu'elle permet d'en finir pour toujours avec la misère et qu'elle ouvre la voie vers un avenir de bonheur.

Parlant de la portée internationale du premier plan quinquennal, Staline a dit :

« Les succès du plan quinquennal mobilisent les forces révolutionnaires de la classe ouvrière contre le capitalisme, c'est là un fait incontestable. » (Les Questions du Léninisme, t. II, p. 261.)

Le socialisme victorieux sur un sixième du globe mobilise les forces révolutionnaires de la classe ouvrière, les forces de l'humanité opprimée, contre le capitalisme.

C'est pourquoi faire connaître l'U.R.S.S., montrer la supériorité du socialisme sur le capitalisme est une tâche essentielle pour tout

militant communiste. C'est un devoir qui, dans les circonstances actuelles, est plus impérieux que jamais.

La deuxième guerre impérialiste a plongé des dizaines de millions d'êtres humains dans des souffrances indicibles qui, en fin de compte, n'ont d'autre cause que le capitalisme. C'est le capitalisme, ce sont les capitalistes, leurs politiciens et leurs généraux qui ont mené la France à la guerre et à la défaite, à l'occupation et à ses misères, à la désorganisation de l'économie, au chômage et à la disette. Des millions de Français s'en rendent compte chaque jour davantage. A nous d'exalter la foi dans la possibilité de la victoire, alors que « l'idée de l'assaut contre le capitalisme mûrit dans la conscience des travailleurs ». A nous de faire voir, par l'exemple de l'U. R. S. S., ce qu'apporte aux masses laborieuses, le renversement du capitalisme.

La démagogie capitaliste à propos du socialisme

Ceux qui parlent de socialisme à propos de pays capitalistes, comme l'Allemagne par exemple, émettent des théories bien embarrassées. Selon eux, le régime actuel de ce pays ne serait ni le capitalisme, ni le socialisme réalisé en U.R.S.S. Ce serait un régime différent du capitalisme, au point de mériter le titre de « socialiste », et différent du socialisme sans mériter l'appellation de « capitaliste ». On essaie, mais en vain, de démontrer qu'il y aurait pour la réalisation du socialisme un autre chemin que celui de l'U. R. S. S., un autre chemin que celui de la révolution prolétarienne, et on s'efforce ainsi de tromper les masses laborieuses des pays capitalistes.

La meilleure réfutation de ce genre de théories, ce sont les faits.

L'examen de l'économie, de la société et de l'Etat soviétiques montre qu'en Union Soviétique il y a une économie, une société et un Etat *d'un type nouveau*. Les traits dominants de la vie économique, sociale et politique de l'U. R. S. S. caractérisent un *nouveau type fondamental de régime social*, celui-là même dont les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, avaient prédit l'avènement nécessaire, et qui se trouve réalisé pour la première fois dans l'histoire : *le régime socialiste*.

L'examen de l'économie, de la société et de l'Etat dans l'Allemagne contemporaine ne révèle évidemment aucun des traits du socialisme. Les particularités dominantes de la vie économique, sociale et politique de ce pays ne caractérisent pas un nouveau type

fondamental de régime social que l'histoire n'aurait pas encore vu. Le régime social dont nous retrouvons en Allemagne les traits caractéristiques, l'histoire l'a déjà vu : c'est le *régime capitaliste.*

L'Allemagne « nationale-socialiste » n'est pas une variété du socialisme. Elle est comme l'Angleterre « démocratique » et comme l'Italie fasciste, une variété du capitalisme.

Le fait que certains pays capitalistes soient obligés de se réclamer du socialisme prouve seulement à quel point le capitalisme est ébranlé et à quel point le socialisme réalisé en U.R.S.S. attire les travailleurs.

Le capitalisme français, ébranlé par la guerre et la défaite, va intensifier ce genre de démagogie. Toute l'équipe des traîtres et des vendus, de Déat à Doriot, présente en la personne de Pétain « le maréchal social » et fait entrevoir un « socialisme ».

Pour détruire cette démagogie réactionnaire à la solde du grand capital, pour l'étouffer dans l'œuf, nous devons montrer, par l'exemple de l'U. R. S. S., en quoi consiste vraiment le socialisme. Nous devons faire connaître, en particulier, la constitution de l'U.R.S.S., la constitution stalinienne, dont l'étude est l'antidote par excellence contre les fables au sujet du socialisme réalisé en régime capitaliste.

CHAPITRE I

Les traits fondamentaux du régime socialiste

L'U.R.S.S. est *l'Etat socialiste* des ouvriers et des paysans. Sa *base politique* est constituée par les soviets des députés ouvriers et paysans auxquels appartient tout le pouvoir. Sa *base économique* est constituée par le *système socialiste de l'économie* et la *propriété sociale des moyens de production.*

« Sous le régime socialiste qui, pour le moment, n'est réalisé qu'en U.R.S.S., c'est la propriété sociale des moyens de production qui forme la base des rapports de production. Ici il n'y a plus ni exploiteurs, ni exploités. Les produits sont répartis d'après le travail fourni et suivant le principe « qui ne travaille pas ne mange pas ». Les rapports de production sont des rapports de collaboration fraternelle et d'entr'aide socialiste des travailleurs libérés de toute exploitation. Les rapports de production sont parfaitement conformes à l'état des forces productives, car le caractère social

de la production est étayé par la propriété sociale des moyens de production. »

(Histoire du Parti bolchévik de l'U.R.S.S., pp. 117-118.)

Examinons ces diverses caractéristiques du régime socialiste.

La propriété sociale des moyens de production

« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives. »

(K. Marx et F. Engels : Le Manifeste du Parti communiste.)

C'est ce qui a été réalisé, pour la première fois dans l'histoire en U.R.S.S.

« La base économique de l'U.R.S.S. est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, établis à la suite de la liquidation du système capitaliste d'économie, de l'abolition de la propriété privée des moyens de production et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. »

(Article 4 de la Constitution Stalinienne.)

Dans les pays capitalistes, à l'époque de l'impérialisme, les principaux moyens de production appartiennent à quelques groupes de capitalistes peu nombreux, liés aux banques. Ce sont les « 200 familles » ou « l'oligarchie capitaliste ». Elles exploitent toutes les classes laborieuses de la société, mais ne remplissent aucun rôle productif. Ce sont des parasites au sens propre du mot. En U.R.S.S.

« La terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau, par air, les banques, les P.T.T., les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat (sovkhoz, stations de machines et de tracteurs, etc.), ainsi que les entreprises municipales et la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles sont la propriété de l'Etat, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier. »

(Article 6 de la Constitution Stalinienne.)

Il n'existe, bien entendu, rien de semblable dans l'Allemagne « nationale-socialiste », pas plus que dans l'Amérique « démocratique ». Aux Etats-Unis, malgré toutes les lois « anti-trust », les trusts et les banques détiennent les principaux moyens de production. En Allemagne, les Krupp et autres magnats de l'industrie n'ont nullement été expropriés. La rubrique de la Bourse dans les journaux allemands, la publication des cours des actions, l'annonce des bénéfices et des dividendes, permettent d'apprécier à leur juste valeur les grands articles consacrés par les mêmes journaux au « socialisme ».

En Union Soviétique, par contre, il n'y a pas de capitalistes. Ils ont été expropriés sans indemnité. C'est le seul pays sans capitalisme et sans capitalistes. Les moyens de production appartiennent aux travailleurs; ils sont propriété *sociale.*

Les formes de la propriété socialiste en U. R. S. S.

La propriété sociale des moyens de production se réalise en Union Soviétique sous deux formes :

« La propriété socialiste en U.R.S.S. revêt soit la forme de la propriété d'Etat (bien du peuple tout entier), soit la forme de propriété coopérative kolkhozienne (propriété de chaque kolkhoz, propriété des unions coopératives). »

(Article 5 de la Constitution Stalinienne).

La propriété d'Etat en U. R. S. S. est socialiste, parce qu'en Union Soviétique l'Etat lui-même est l'Etat socialiste des ouvriers et des paysans. La propriété d'Etat est donc *le bien du peuple tout entier.*

Les *kolkhoz* sont constitués par les paysans qui, ayant compris les avantages du travail en commun, décident *librement* de s'associer en exploitation collective, en mettant en commun leurs terres et leurs *principaux* instruments de production.

La *propriété kolkhozienne* est socialiste, parce que les kolkhoz

« sont fondés non sur la propriété privée des moyens de production, mais sur la propriété collective, née du travail collectif. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 324).

La propriété privée en U. R. S. S.

Contrairement à ce qui se passe dans les pays capitalistes, que ce soit l'Allemagne, l'Italie, la France ou les Etats-Unis, aucun instrument de production dont la mise en œuvre nécessite un travail collectif ne peut être propriété privée en U.R.S.S., car la propriété privée de tels instruments de production impliquerait l'exploitation du travail d'autrui qui est supprimée en U.R.S.S. Aucune usine ne peut être propriété privée en Union Soviétique. Nul ne peut encaisser des revenus provenant du travail d'autrui. Tel est le principe du socialisme.

Mais la loi soviétique autorise la propriété privée d'instruments de production individuels, dont la mise en œuvre n'implique pas l'exploitation de l'homme par l'homme, ainsi que la propriété des revenus provenant du travail personnel et des objets d'usage personnel.

Chaque kolkhozien bénéficie du revenu fondamental de l'économie kolkhozienne. Il a, en outre,

« la jouissance personnelle d'un petit terrain attenant à sa maison, et sur ce terrain il possède en propre une économie auxiliaire, une maison d'habitation, le bétail productif, la volaille et le menu matériel agricole. »

(Article 7 de la Constitution Stalinienne.)

La Constitution règle également la situation des paysans individuels, c'est-à-dire des paysans très peu nombreux qui ne sont pas kolkhoziens, et des artisans.

« A côté du système socialiste d'économie qui est la forme dominante de l'économie de l'U. R. S. S., la loi admet les petites économies privées des paysans individuels et des artisans, fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui. »

(Article 9 de la Constitution Stalinienne.)

La question de la propriété privée est réglée pour tous les citoyens de l'U. R. S. S., conformément aux principes du socialisme.

« Le droit des citoyens à la propriété personnelle des revenus et épargnes provenant de leur travail, à la propriété de leur maison d'habitation et de l'économie domestique auxiliaire, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et de commodité

personnels, de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle des citoyens. sont protégés par la loi. »

(Article 10 de la Constitution Stalinienne.)

La suppression des clans antagonistes

En régime socialiste, l'exploitation de l'homme est supprimée. Sur la base de la propriété sociale des moyens de production, les rapports entre les membres de la société, ainsi que la composition même de la société, subissent une transformation complète.

Les anciennes classes exploiteuses sont liquidées.

Nous lisons dans l' « Histoire du Parti bolchévik », à propos des changements survenus de 1924 à 1936 :

« La classe des grands propriétaires fonciers et la grosse bourgeoisie impérialiste avaient été liquidées dès la guerre civile. Tous les éléments exploiteurs — capitalistes, négociants, koulaks, spéculateurs — avaient été liquidés dans les années de construction du socialisme. De toutes les classes exploiteuses liquidées, il ne subsistait que des restes insignifiants, dont la suppression n'était plus qu'une question de proche avenir. »

(Histoire du Parti bolchévik de l'U.R.S.S., p. 324.)

En régime capitaliste, il y a une « liquidation » des capitalistes mais au profit d'autres capitalistes. A la Bourse, dit Engels, les capitalistes se dépouillent mutuellement. Il en est ainsi sous le régime de la démocratie bourgeoise, comme sous la dictature du type fasciste. De même dans la mesure où le « maréchal social » confisque les biens des Rotschild, autrement que pour la galerie c'est au bénéfice d'autres capitalistes.

Par contre, en U. R. S. S., les capitalistes ont disparu *économiquement,* en tant que propriétaires des moyens de production; *socialement,* en tant que classe composante de la société. Ils ont même, dans leur immense majorité, disparu *individuellement.*

En Allemagne, le capitaliste reçoit le titre de « Fuhrer d'entreprise. » Il préfère certainement ce sort à l'expropriation.

Les anciennes classes exploiteuses étant liquidées, la société socialiste se compose, en U. R. S. S., de deux classes amies : les ouvriers et les paysans.

Le *prolétariat,* libéré de toute exploitation, maître du pouvoir et des moyens du production, cesse d'être un prolétariat au sens

ancien du mot. Il devient le *nouveau prolétariat de la société socialiste.*

Les paysans, libérés de toute exploitation, réunis dans leurs kolkhoz, pour l'immense majorité, forment la *nouvelle paysannerie de la société socialiste.*

Aux deux classes amies de la société socialiste il faut ajouter les *intellectuels* qui se sont formés au cours de la construction du socialisme. Libérés de toute exploitation, recrutés, pour la plupart, dans les milieux ouvriers et paysans, ils forment les *nouveaux intellectuels de la société socialiste.*

Disparition des clans.
Formation de l'unité morale et politique de la société

L'Union Soviétique est le seul pays sans clans antagonistes, le seul pays où la société ne comporte que des clans amis.

Tous les membres de la société soviétique sont des *travailleurs.*

« Le travail, en U. R. S. S., est, pour chaque citoyen apte au travail, un devoir et une question d'honneur selon le principe : « Qui ne travaille pas ne mange pas. »

« En U.R.S.S. se réalise le principe du socialisme : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail. »

(Article 12 de la Constitution Stalinienne.)

La bourgeoisie entend par « travail » aussi l'exploitation du travail d'autrui. D'un « financier » qui passe son temps à surveiller, de Berlin, de Londres ou de New-York, toutes les Bourses du monde, on dira que c'est un « grand travailleur ». De même, il y a à Berlin, comme à Londres, à Paris, comme à New-York, des hommes dont tout le « travail » consiste à détacher les coupons de leurs actions. Malgré cela, ils vivent infiniment mieux que la plupart des hommes. C'est une situation qui subsiste aussi bien sous la dictature « nationale-socialiste » que sous le régime de la démocratie bourgeoise.

Par contre, dans la société socialiste, en U. R. S. S., la seule occupation qui permette de vivre, c'est le travail productif dans le domaine matériel et intellectuel, c'est la participation active à la production sociale et à sa sauvegarde. L'U. R. S. S. est le seul pays où il soit interdit par la loi, et impossible, en fait, de vivre de l'exploitation du travail d'autrui.

Par suite de la suppression du capitalisme et la construction du socialisme, les différences qui existent encore entre les classes amies s'effacent. Les démarcations de classe entre les travailleurs de l'U.R.S.S., le vieil exclusivisme de classe, disparaissent.

« Les contradictions économiques et politiques tombent et s'effacent entre les ouvriers, les paysans et les intellectuels. Il s'est créé une base pour l'unité morale et politique de la société. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 325.)

La démagogie capitaliste au sujet de la paix sociale

Dans la société capitaliste, où existe la lutte des classes, le mot d'ordre de la « collaboration des classes » est la ruse classique de la bourgeoisie à l'égard des travailleurs. C'est avec ce mot d'ordre que les chefs socialistes et réformistes sacrifiaient les intérêts de la classe ouvrière à ceux de l'oligarchie. Avec Blum, Paul Faure et Jouhaux, Belin était un furieux partisan de la « collaboration des classes ». Devenu laquais de Laval, signataire du décret de la dissolution de la C. G. T., il symbolise bien cette politique.

Les porte-parole des dictatures du type fasciste déclarent avoir réalisé la « pacification des rapports entre les classes »; ils déclarent avoir substitué « l'harmonie des classes » à la lutte des classes. Pétain, Laval et Belin reprennent servilement ces discours.

Or, ni en Allemagne, ni en Italie, la propriété privée des moyens de production n'a été supprimée. Par conséquent, l'exploitation de l'homme par l'homme subsiste dans ces pays. Par conséquent, il y a, dans ces pays, des exploiteurs et des exploités, donc des classes antagonistes. Par conséquent, ces pays connaissent l'antagonisme entre les classes, la lutte des classes, mais non « la pacification des rapports de classe » et « l'harmonie des classes ». Ces dictatures ont mobilisé l'appareil de l'Etat et créé des organismes spéciaux pour étouffer et pour écraser la lutte des exploités contre leurs exploiteurs. La terreur contre les ouvriers révolutionnaires, la dissolution des syndicats : voilà la « pacification des rapports de classe ». De telles mesures constituent des *mesures de lutte de classe.* L'existence des dictatures du type fasciste prouve que la lutte des classes, loin d'avoir été « supprimée », est entrée dans une phase particulièrement critique pour le capitalisme.

Pour réaliser l'harmonie sociale, il faut supprimer l'antagonisme des classes. Pour réaliser la collaboration pacifique entre les classes, il faut que les classes antagonistes soient remplacées par des classes amies. Pour supprimer l'antagonisme des classes, pour remplacer les classes antagonistes par des classes amies, il faut supprimer le capitalisme, liquider les classes exploiteuses et construire le socialisme, ce qui suppose la révolution prolétarienne. C'est ce chemin qu'a parcouru l'Union Soviétique. C'est pourquoi en Union Soviétique, la Société est réellement composée de classes amies. C'est pourquoi en Union Soviétique, et là seulement, se réalise *l'unité morale et politique de la société.*

L'Etat socialiste

En régime capitaliste, l'Etat, le gouvernement et tous ses rouages sont, en dernière analyse, entre les mains de la bourgeoisie. Dans les pays capitalistes, l'Etat est toujours un Etat bourgeois, capitaliste.

Dans la société socialiste réalisée en Union Soviétique, l'Etat est entre les mains des ouvriers et des paysans à qui appartient tout le pouvoir. Il est l'Etat socialiste des ouvriers et des paysans.

En régime capitaliste, la grande affaire est toujours d'écarter les masses populaires des affaires publiques. Il en est ainsi même sous les régimes les plus démocratiques.

Dans la société socialiste, l'Etat est organisé de telle façon que le pouvoir appartient effectivement aux ouvriers et aux paysans. C'est ce qui se réalise par les soviets et la dictature du prolétariat.

« La base politique de l'U.R.S.S. est constituée par les soviets des députés des travailleurs qui ont grandi et se sont affermis à la suite du renversement du pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, et grâce à la conquête de la dictature du prolétariat. »

(Article 2 de la Constitution Stalinienne.)

« Tout le pouvoir aux soviets ! » — tel fut le grand mot d'ordre lancé par Lénine à la veille de la révolution d'octobre. La Constitution Stalinienne dit :

« Tout le pouvoir dans l'U. R. S. S. appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne, en la personne des soviets des députés des travailleurs. »

(Article 3 de la Constitution Stalinienne.)

L'U. R. S. S. est un *Etat fédéral.* Elle se compose de Républiques socialistes soviétiques, égales en droits, dont *l'union librement contentie* constitue l'U. R. S. S. Les Républiques Fédérées comprennent les Républiques Soviétiques Socialistes autonomes, les territoires, les régions, les régions autonomes, etc.

Depuis l'Union, considérée dans son ensemble, jusqu'au plus petit village, en passant par les Républiques fédérées, les régions, les districts et les arrondissements, l'administration des affaires publiques appartient aux soviets élus au suffrage universel égal et direct. De même que les affaires concernant l'ensemble de l'Union sont réglées par le *Soviet suprême de l'U.R.S.S.*, de même l'administration du village est assuré le *Soviet de village,* et il en est ainsi à tous les échelons intermédiaires.

Le Conseil des Commissaires du peuple est *élu* par le Soviet Suprême. D'autre part la Cour Suprême de l'U. R. S. S. et le Procureur de l'U.R.S.S. sont nommés également par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S.; les tribunaux des territoires, des régions et des arrondissements sont élus par les Soviets de territoires, de régions et d'arrondissements pour cinq ans. Tout le pouvoir appartient aux soviets.

La démagogie à propos de « l'Etat socialiste » en régime capitaliste

Un Etat où tout le pouvoir n'appartient pas aux travailleurs de la ville et de la campagne ne saurait être un Etat socialiste. Pour que le pouvoir puisse appartenir aux travailleurs de la ville et de la campagne, il faut l'arracher aux capitalistes qui le détiennent, il faut renverser par la révolution le pouvoir du capital, instaurer la dictature du prolétariat et organiser le nouveau pouvoir des soviets sur les ruines de l'ancien.

Ce n'est pas en renversant le pouvoir de la bourgeoisie en Allemagne que le régime hitlérien a succédé à la République bourgeoise démocratique, dite de Weimar. Hitler fut appelé au pouvoir par le Président de cette République, le maréchal von Hindenburg, qui avait été élu avec l'appui de la social-démocratie et devait, selon la prédiction de Blum, « barrer la route à Hitler ». En ce qui concerne le pouvoir du capital, il fut maintenu. Le régime hitlérien continua, à cet égard, « l'œuvre » de la République de Weimar.

Au début de l'existence de cette République, les chefs sociaux-démocrates, comme Ebert et Noske, surnommé « le chien sanglant » par les ouvriers allemands, se sont alliés avec les éléments les plus

réactionnaires de l'ancien régime impérial, pour assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, pour écraser l'insurrection des ouvriers et des soldats de Berlin qui voulaient renverser le pouvoir du capital; pour étouffer la commune de Munich qui avait renversé en Bavière le pouvoir de la bourgeoisie. Arrivés au pouvoir en 1933, les dirigeants nazis ont mobilisé toutes leurs forces et tout l'appareil de l'Etat contre le Parti Communiste d'Allemagne qui, à la tête des masses laborieuses, n'a jamais cessé la lutte pour le renversement du capitalisme. Par conséquent, ceux qui donnent, à l'Etat qu'ils représentent, le nom de « national-socialiste », ont voulu non réaliser un Etat socialiste, mais empêcher la réalisation de l'Etat socialiste. Ils n'ont pas conquis le pouvoir pour le peuple. Ils ont voulu empêcher le prolétariat de le conquérir. Leur Etat n'est donc en aucune façon un Etat socialiste.

On parle officiellement de « l'Etat populaire national-socialiste ». Mais le mot « peuple » comprend, selon cette conception, aussi les grands capitalistes qui, comme Krupp, occupent, même officiellement, les hauts postes de direction dans les organismes « corporatifs », présentés comme les rouages essentiels de l'Etat. Mais un Etat où les grands capitalistes occupent des postes de direction ne saurait être un Etat socialiste.

On dit que dans « l'Etat national-socialiste » se réalise, aux divers échelons, le FUHRERPRINZIP, le principe selon lequel il doit y avoir, partout, des *Führer qui commandent et des suites qui obéissent.* Or, dans les entreprises le *Führer,* c'est le patron et la *suite (gefolgschaft),* ce sont les ouvriers. Le *Führerprinzip* à l'entreprise n'est donc qu'une nouvelle façon de présenter une chose déjà ancienne, à savoir la subordination capitaliste du propriétaire de la force de travail au propriétaire des moyens de production, de l'ouvrier au patron, de l'exploité à l'exploiteur. L'innovation véritable que représente le *Führerprinzip* à l'entreprise, c'est la suppression des syndicats ouvriers, du droit de grève et, d'une manière générale, du droit des ouvriers de lutter contre les capitalistes. Le *« Führerprinzip » à l'entreprise,* c'est la volonté d'abolir toute limitation à la soumission de l'ouvrier au capitaliste. Le *Führerprinzip* dans l'Etat, c'est la volonté d'organiser la société de manière à assurer la subordination absolue, illimitée, des masses travailleuses exploitées aux capitalistes qui les exploitent.

Le *Führerprinzip à l'échelle internationale* qui devra régner, selon Déat et Cie, au sein de la « nouvelle Europe », c'est la volonté

d'organiser l'exploitation sans frein des peuples, dont le peuple français, au profit de l'impérialisme vainqueur.

« Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre. » Un Etat dont la fonction est d'assurer la subordination absolue des exploités aux exploiteurs, des peuples opprimés à l'impérialisme qui les opprime, ne saurait être un Etat socialiste.

Lorsque ceux qui se réclament du « national-socialisme » laissent entendre qu'ils ont « arraché » le pouvoir aux capitalistes, cela signifie seulement que, sous les régimes de dictature du type fasciste, ce n'est ni toute la bourgeoisie, ni même toute la grande bourgeoisie qui est au pouvoir. C'est l'une des fractions de la grande bourgeoisie. sa fraction la plus réactionnaire, la plus chauvine et la plus impérialiste qui exerce la dictature.

CHAPITRE II

La supériorité du socialisme sur le capitalisme

Le régime socialiste réalise à nouveau la conformité du regime social à l'état des forces productives (1). A la production sociale il fait correspondre la propriété sociale des moyens de production. Il résout et dépasse ainsi la contradiction fondamentale du système capitaliste, la contradiction entre la production qui est devenue sociale et les moyens de production qui sont restés propriété privée. Cette conformité entre le régime social et l'état des forces productives constitue la base de la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste.

La disparition des crises en régime socialiste

Le régime socialiste ne connait pas les crises économiques qui dévastent périodiquement les pays capitalistes. L'U. R. S. S., pays du socialisme réalisé, est le seul pays sans crises économiques.

Pendant que les pays capitalistes se débattaient dans la crise de 1929-1932, l'U. R. S. S. réalisait triomphalement le premier plan quinquennal. Dans les pays capitalistes, on détruisait les usines, en U. R. S. S. les usines nouvelles surgissaient par centaines. Dans les pays capitalistes la baisse de la production industrielle prenait des

(1) Voir le premier cours : Les fondements théoriques du communisme.

allures catastrophiques, en U. R. S. S. l'accroissement de la production industrielle atteignait des rythmes inconnus dans l'histoire.

Durant cette période la production industrielle avait *baissé* de 38 % dans l'ensemble du monde capitaliste et *augmenté* de 81 % dans le pays du socialisme.

« Alors que l'industrie capitaliste dans l'ensemble du monde atteignait à peine, vers le milieu de 1937, 95 à 96 % du niveau de 1929 pour subir, dès la seconde moitié de 1937, une nouvelle crise économique, l'industrie de l'U. R. S. S., fin 1937, atteignait, au cours de sa progression de plus en plus vigoureuse, 428 % du niveau de 1929; en comparaison du niveau d'avant-guerre, elle avait plus que septuplé. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 317.)

Il ne saurait y avoir de crises périodiques en régime socialiste.

Les crises périodiques en régimes capitalistes sont des crises périodiques de surproduction.

« ... les capitalistes, faute de disposer d'acheteurs solvables à cause de la ruine des masses dont ils sont responsables eux-mêmes, sont obligés de brûler les denrées, d'anéantir les marchandises toutes prêtes, d'arrêter la production, de détruire les forces productives, et cela alors que des millions d'hommes souffrent du chômage et de la faim, non parce qu'on manque de marchandises, mais parce qu'on a trop produit. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 119.)

C'est « la misère dans l'abondance. »

En régime socialiste, en U.R.S.S., il ne peut y avoir surproduction. La consommation rapidement croissante n'est limitée que par les possibilités de production. L'extention de la consommation n'est pas limitée par l'exploitation capitaliste. Le niveau des salaires, des traitements et des prix est déterminé par l'Etat socialiste, d'après le plan qui vise à l'accroissement continu du niveau matériel et culturel des travailleurs.

Ainsi se manifestent les conséquences de la conformité qui existe en régime socialiste entre l'état des forces productives et le régime social. En régime socialiste :

« Les rapports de production sont parfaitement conformes à l'état des forces productives, car le caractère social du processus

de production est étayé par la propriété sociale des moyens de production.

« C'est ce qui fait que la production socialiste en U. R. S. S. ignore les crises périodiques de surproduction et toutes les absurdités qui s'y rattachent.

(Histoire du Parti bolchévik, p. 120.)

L'U.R.S.S. est le seul pays qui ignore les crises économiques

Les porte-parole des régimes de dictature du type fasciste prétendent que leur économie est « également » exempte de crises. Mais nous avons déjà vu que l'économie allemande est une économie capitaliste, comme l'économie italienne. La cause profonde des crises, c'est-à-dire le capitalisme, subsiste donc en Allemagne comme en Italie. Ces pays ne sont donc nullement à l'abri des crises de surproduction. La crise de 1929-1932 a durement touché l'Italie fasciste. En ce qui concerne l'Allemagne, malgré l'économie de guerre, on pouvait y noter nettement, en 1937 et 1938, les répercussions de la nouvelle crise économique mondiale.

Les crises et leur cortège de misère ne sont liquidées pour toujours qu'en U. R. S. S., car la réalisation du socialisme permet seule de supprimer les crises, en supprimant leur cause dernière : *le capitalisme.*

La planification de l'économie socialiste

La production capitaliste est curactérisée par le désordre, par l'anarchie.

« La vie économique de l'U. R. S. S. est déterminée et dirigée par le plan d'Etat de l'Economie nationale en vue d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière continue le niveau matériel et culturel des travailleurs, d'affermir l'indépendance de l U.R.S.S. et de renforcer sa capacité de défense. »

(Article 11 de la Constitution Stalinienne.)

L'économie soviétique est une économie *dirigée.* Elle est dirigée par l'Etat socialiste en vue du développement et du renforcement continu de la société socialiste. Toute la vie économique de l'U.R.S.S., la production, la répartition des produits, les prix, sont réglés par un plan, mais toujours en fonction de ces buts. Pour avoir une idée des proportions gigantesques d'une telle tâche, il faut se représen-

ter qu'il s'agit de planifier toute la vie économique d'un pays de 193 millions d'habitants.

Toutes les entreprises industrielles et agricoles forment, en U. R. S. S., un vaste tout, organisé d'après un plan. La nature des produits et les quantités à produire sont fixées d'après le plan. Le *plan quinquennal* fixe les grands traits et des plans annuels fixent le programme de production pour chaque entreprise en particulier.

Chaque plan quinquennal constitue une étape nouvelle. Le premier plan avait pour tâche de créer une industrie lourde moderne, condition du développement ultérieur de l'économie socialiste, de l'indépendance de l'U.R.S.S. et de son renforcement. La victoire du premier plan a permis d'aborder dans le second la tâche du développement des industries de consommation. Ainsi non seulement toute la vie économique de l'U. R. S. S. est organisée d'après un plan, mais les tâches à accomplir par les plans quinquennaux successifs sont à leur tour déterminées d'une manière consciente.

La direction de l'économie socialiste en U. R. S. S. se réalise en pleine connaissance des lois du développement social, conformément aux enseignements du marxisme-léninisme. L'âme de cette direction, c'est le Parti bolchévik ; son guide, c'est Staline.

En U. R. S. S. se réalise la géniale prédiction des fondateurs du socialisme scientifique : grâce au renversement du pouvoir de la bourgeoisie, grâce à l'abolition de la propriété privée des moyens de production, les hommes deviennent, pour la première fois dans l'histoire, véritablement maîtres de leur destinée.

La démagogie capitaliste à propos du « plan »

Anarchie dans le monde capitaliste, économie planifiée en Union Soviétique, tel est le spectacle qu'offre la comparaison des deux mondes. L'influence de ce fait sur les travailleurs a effrayé la bourgeoisie d'autant plus que la victoire du premier plan quinquennal se place à l'époque même où la grande crise de 1929-1932 a étalé tout le désordre, toutes les absurdités du système capitaliste. Pour duper les travailleurs, la bourgeoisie s'est mise à leur promettre un « plan », en « expliquant » que la planification de l'économie était « parfaitement possible » sans révolution. Colporter cette démagogie dans les rangs de la classe ouvrière fut la tâche

particulière des chefs socialistes et réformistes. « Nous allons commencer par où les Russes ont fini » ont répété en chœur, après le chef socialiste belge de Man, homme de confiance du roi Léopold, les Blum, les Paul Faure et les Jouhaux. Belin et Déat étaient des « planistes » particulièrement prétentieux. Sans vergogne, ils construisaient le socialisme en régime capitaliste — sur le papier.

Tout cela était une démagogie destinée à duper et à diviser la classe ouvrière.

Il n'y a pas de planification véritable de l'économie en régime capitaliste.

La production et la consommation ne peuvent pas être organisées d'une manière rationnelle tant que subsiste la propriété privée des moyens de production. Tant qu'elle subsiste, subsiste aussi la contradiction entre l'état des forces productives et le régime social. Mais on ne peut organiser d'après un plan une économie qui a à sa base une telle contradiction.

Tant que cette contradiction subsiste, il y a des crises périodiques de surproduction. Une économie dévastée périodiquement pas des crises ne peut pas être organisée d'après un plan.

La planification de l'économie en U. R. S. S. dirige la vie économique en vue de l'augmentation continue du niveau matériel et culturel des travailleurs. Une telle chose est impossible en régime capitaliste parce que ce régime produit en vue du profit; il n'améliore pas mais aggrave, au contraire, la situation des travailleurs.

En U.R.S.S. on développe les forces productives pour développer la production. On diminue les prix pour augmenter la consommation. Après cela, on augmente encore la production et les salaires, et l'on diminue les prix pour accroître encore la consommation. C'est cela qui est réglé par le plan. Seulement une telle planification est impossible au capitalisme qui produit pour le profit.

Ce qui est possible en régime capitaliste, c'est la *réglementation capitaliste de l'économie.* Les « plans » dont on parle à propos de certains pays, comme l'Allemagne par exemple, sont des réglementations *capitalistes.* Le but de la planification socialiste, c'est le développement et le renforcement du socialisme. Le but de la réglementation capitaliste, c'est le maintien du capitalisme. La planification socialiste dirige l'économie de façon à augmenter le niveau matériel et culturel des travailleurs. La réglementation capitaliste, comme le prouve bien celle qui est en vigueur en France, sacrifie les intérêts des masses laborieuses. La planification

socialiste est la direction rationnelle de toute l'économie, en vue de la réalisation du monde nouveau. La réglementation capitaliste atteint son point culminant quand il s'agit d'organiser la subordination de toute la vie du pays aux besoins de la guerre impérialiste. Tel est le cas du « plan de quatre ans ». La réglementation de l'économie en régime capitaliste est faite de décrets bureaucratiques. Le plan en Union Soviétique est l'affaire de tout le peuple, qui en discute au moment de son élaboration et se mobilise pour son exécution.

Chômage chronique dans le système capitaliste. Pleine utilisation des forces ouvrières en U. R. S. S.

Avant la guerre impérialiste de 1914-1918, le chômage massif était surtout un phénomème intermittent. A l'occasion des crises économiques, il y avait également crise de chômage, mais durant les périodes de prospérité les chômeurs étaient presque entièrement résorbés.

Le développement du machinisme, les nouvelles méthodes d'exploitation éliminaient constamment des travailleurs, les travailleurs constituaient la main-d'œuvre disponible, ce que Marx a appelé *l'armée de réserve industrielle.* Mais l'extension de la production permettait de résorber cette armée de réserve presque complètement durant les périodes de prospérité.

La période qui a suivi la guerre impérialiste de 1914-1918 a fait apparaître un grand changement. Le chômage a cessé d'être un phénomène intermittent. On a vu apparaître, dans les pays capitalistes, le chômage permanent, le *chômage chronique.* L'armée de réserve industrielle s'est transformée en une armée de chômeurs permanents, montrant ainsi que le capitalisme est incapable d'occuper tous les travailleurs. Dans de grands pays capitalistes, comme les Etats-Unis, on a constaté la diminution du nombre des ouvriers.

Il en est tout autrement en Union Soviétique. En 1930, alors que le chômage croissait rapidement dans les pays capitalistes, pour atteindre 24 millions, il était liquidé en Union Soviétique. Au lieu du chômage, on y trouve l'accroissement prodigieux du nombre des travailleurs. Le nombre des ouvriers et des employés en U.R.S.S. est passé de 11.400.000 en 1913 à 25.800.000 en 1936. Pour apprécier ces chiffres, il faut considérer que l'augmentation du nombre des ouvriers a lieu parallèlement à l'introduction des ma-

chines les plus perfectionnées. En U.R.S.S., les progrès du machinisme et des méthodes d'organisation du travail ne chassent pas les travailleurs de l'usine, parce que la production augmente sans cesse : elle n'est plus limitée par le profit capitaliste.

En régime capitaliste, le chômage chronique fait perdre aux ouvriers leur qualification ; il conduit à un gaspillage énorme de forces de travail.

En Union Soviétique, les ouvriers ont non seulement du travail, mais la possibilité de se perfectionner, d'améliorer leur qualification, devenir même ingénieurs. Fin 1936, les deux tiers des ouvriers de la grande industrie suivaient, ou avaient suivi, des cours d'enseignement technique.

Non seulement le chômage est liquidé en Union Soviétique, mais encore la Constitution Stalinienne garantit le travail à chaque citoyen soviétique. L'U. R. S. S., seul pays sans chômage, est aussi le seul pays qui garantisse le droit au travail dans la Constitution.

« Les citoyens de l'U. R. S. S. ont droit au travail, le droit de recevoir un emploi garanti, avec rémunération de leur travail, selon sa quantité et sa qualité.

« Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par la croissance continue des forces productives de la société soviétique, par l'absence de crises économiques et par la liquidation du chômage. »

(Article 118 de la Constitution Stalinienne.)

L'U.R.S.S. a liquidé le chômage. Durant la crise de 1937, le chômage a atteint aux Etats-Unis 10 millions de travailleurs. Il se développait également en Italie et en Allemagne. En France et en Angleterre, le chômage se développait en pleine guerre.

Le chômage chronique, qui atteint des proportions considérables aussi en France, montre à quel point le capitalisme est incapable d'assurer la vie de la société. La liquidation du chômage et le droit au travail réalisés en U. R. S. S. prouvent à quel point le socialisme est supérieur au capitalisme. Aujourd'hui en France, il y a, rien que dans la région parisienne, plus de un million de chômeurs complets. La *désindustrialisation* de la France sous le signe de la « collaboration » signifierait le chômage permanent pour une très grande partie de ces travailleurs. Seul le renversement du capitalisme peut assurer un nouvel essor à la classe ouvrière française.

Appauvrissement du prolétariat sous le régime capitaliste
Essor de la classe ouvrière en U. R. S. S.

En régime capitaliste, le capital cherche constamment à abaisser les salaires ; il appauvrit le prolétariat par les procédés les plus variés : chômage complet et partiel, hausse des prix, interdiction de toute lutte pour l'amélioration de ses conditions d'existence. Autant de faits que nous voyons maintenant chaque jour en France. Cet appauvrissement, qui existe dans tous les pays capitalistes et s'aggrave avec chaque crise, était particulièrement accentué, dès avant la guerre, sous les régimes des dictatures du type fasciste.

En U. R. S. S. la situation des travailleurs ne cesse de progresser.

La journée de travail qui était de 10 heures en moyenne sous le régime tsariste était de moins de 7 heures en 1936.

Le salaire moyen annuel est passé de 514 roubles en 1924-25 à 2.882 roubles en 1936.

En dix ans, de 1928 à 1937, la production des articles de comsommation a quadruplé : preuve manifeste de la rapidité avec laquelle augmente le niveau de vie des travailleurs de l'U. R. S. S.

En régime capitaliste, le capital abolit dès qu'il le peut les lois sociales arrachées par les travailleurs. C'est ce qu'on a vu dans le pays soumis à la dictature du type fasciste. C'est ce qui s'est passé en France, avec la « pause » inaugurée par Blum après l'avènement du Front Populaire, puis pendant la guerre. C'est ce qui se passe à présent sous l'égide de Pétain-Laval-Belin.

En U. R. S. S. les lois sociales fondamentales sont garanties par la Constitution Stalinienne :

« Art. 118 : Les citoyens de l'U.R.S.S. ont droit au travail...

« Art. 119 : Les citoyens de l'U.R.S.S. ont droit au repos...

« Art. 120 : Les citoyens de l'U.R.S.S. ont le droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travail...

« Art. 121 : Les citoyens de l'U. R. S. S. ont droit à l'instruction... » (1)

(1) Voir, pour l'ensemble des droits des citoyens de l'U. R. S. S., plus bas : « Les droits et les devoirs des travailleurs en régime socialiste.

En cinq ans, de 1932 à 1938, les crédits consacrés aux œuvres sociales et culturelles sont passés de 6 milliards de roubles à 35 milliards.

En régime capitaliste, l'appauvrissement des travailleurs s'accentue, cependant que sur la base de l'économie socialiste, en Union Soviétique, le bien-être des travailleurs augmente d'une manière toujours plus rapide.

Crise agraire et ruine des paysans dans le capitalisme

Essor de l'agriculture et de la paysannerie en U. R. S. S.

Depuis la guerre impérialiste de 1914-1918, l'agriculture capitaliste subit, dans l'ensemble, une crise chronique qui se manifeste avec plus ou moins d'intensité, selon les pays, à l'occasion des crises périodiques de surproduction. Dans certains pays, comme l'ancienne Pologne et la Bessarabie, maintenant libérée, les paysans ont littéralement souffert de la famine.

En France, la crise de 1929-1932 a eu de dures répercussions sur la situation de la paysannerie qui a souffert de la mévente des produits agricoles, de la baisse catastrophique de leurs prix. La guerre impérialiste de 1939-1940 a causé d'immenses dégradations. En outre, les prix industriels ayant monté plus vite que les prix agricoles, les paysans ne peuvent acheter, même s'ils les trouvent, les produits industriels dont ils ont besoin. L'exploitation de la paysannerie par les trusts et les banques se renforce et le gouvernement de Vichy, ménageant les gros intermédiaires, supprime l'Office du blé, fait retomber sur les paysans le poids de la réglementation des prix, etc. La situation de la paysannerie française s'aggrave considérablement. Il en résulte que notre agriculture, au lieu de se développer, subira une nouvelle régression.

En U.R.S.S., la production agricole a plus que doublé de 1913 à 1937. Alors que dans le monde capitaliste l'utilisation de machines agricoles est en régression, en U.R.S.S., grâce à la collectivisation, l'aspect de l'agriculture s'est complètement transformé.

« Notre agriculture n'est pas seulement la plus grande et la plus mécanisée, donc celle qui donne la plus grande production marchande, mais aussi la mieux équipée en technique moderne, comparable à l'agriculture de n'importe quel pays. »

(Staline : Sur la voie du communisme.)

C'est pourquoi la paysannerie de l'U.R.S.S. est devenue la paysannerie la plus heureuse du monde, celle qui voit devant elle un avenir fait de prospérité grandissante.

« Dans le vieux temps, plus d'une vingtaine de millions d'exploitations paysannes isolées, petites et moyennes, avaient besogné séparément sur leurs parcelles de terre. Elles n'avaient alors qu'une technique arriérée; elles subissaient l'exploitation des grands propriétaires fonciers, des koulaks, des marchands, des spéculateurs, des usuriers, etc. Mais maintenant une paysannerie tout à fait nouvelle avait grandi en U.R.S.S.; plus de grands propriétaires fonciers ni de koulaks; plus de marchands, ni d'usuriers qui puissent exploiter la paysannerie. L'immense majorité des exploitations paysannes avait rejoint les kolkhoz, qui sont fondés non sur la propriété privée des moyens de production, mais sur la propriété collective, née du travail collectif. L'histoire de l'humanité n'avait jamais connu non plus une telle paysannerie. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 324.)

Le paysan en Union Soviétique n'a pas le souci du lendemain. Le revenu des kolkhoziens ne cesse d'augmenter; l'aisance est dès maintenant entrée dans les kolkhoz.

Obscurantisme dans les pays capitalistes
Progrès de la culture, des sciences et des lettres en Union Soviétique

La civilisation capitaliste se développe sur la base de l'exploitation de l'homme par l'homme. Au cœur même de la civilisation capitaliste se conserve ainsi la barbarie. Dans la période du capitalisme agonisant, ce régime condamné par l'histoire, se tourne systématiquement contre la civilisation. Pour maintenir sa domination, il ressuscite les superstitions les pratiques barbares du Moyen-Age, cherche à étouffer la science, persécute les intellectuels, fait brûler les livres et cherche à détruire l'instruction. Cette offensive de l'obscurantisme nous la voyons se développer aujourd'hui en France aussi, par les soins du gouvernement de Vichy et selon les recettes importées du dehors. On emprisonne les professeurs et les étudiants, on veut supprimer l'école laïque, diminuer le nombre des intellectuels, ramener les masses populaires à l'ignorance et à la superstition,

Pendant que le capitalisme lutte ainsi contre la civilisation qu'il avait contribué à développer, l'U.R.S.S. montre un prodigieux développement culturel, une véritable révolution culturelle.

Dans les pays capitalistes, on organise pour les jeunes les camps de travaux forcés.

En Union Soviétique, tous les moyens sont mis à la disposition des jeunes ouvriers et paysans pour développer leur instruction.

« Les citoyens soviétiques ont droit à l'instruction. »

(Article 121 de la Constitution Stalinienne.)

L'exercice effectif de ce droit est garanti par la gratuité de l'enseignement à tous les échelons, y compris l'Université, par des bourses. Dans les universités, la plupart des étudiants sont des boursiers.

En Union Soviétique, on comptait dans les écoles, en 1938, 48 millions d'élèves. Dans la même année on y comptait plus d'étudiants dans les universités qu'en France, en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne et au Japon réunis. En 1913, la Russie tsariste dépensait pour l'instruction 172 millions de roubles, l'Union Soviétique dépensait dans ce but en 1937, 18 milliards 500 millions. Tout jeune ouvrier et paysan qui veut faire des études en U.R.S.S. a la possibilité d'aller aussi loin que ses capacités le lui permettent.

Dans les pays capitalistes, et notamment en Allemagne depuis 1933, on enregistrait la diminution du nombre des étudiants, en même temps que le chômage chronique chez les intellectuels. En France se développe actuellement un chômage massif chez les intellectuels et les techniciens. En Union Soviétique, le nombre des étudiants dans les universités et les écoles techniques, qui était de 48.000 sous le régime tsariste, est passé à 187.000 en 1927-28 et à 711.000 en 1935-36. L'U.R.S.S. est le seul pays qui recherche d'une manière systématique l'augmentation du nombre des intellectuels et des techniciens de la société socialiste.

La *liberté de conscience* est pratiquement abolie dans les pays capitalistes. Le grand capitalisme la remplace par l'inquisition ressuscitée. Il veut imposer par la force le retour à la mystique. En France même où la bourgeoisie avait combattu l'Eglise, alliée de la féodalité, sous le signe du matérialisme athée du XVIII[e] siècle, Pétain et Laval font revenir les jésuites, veulent établir une religion d'Etat et ramener l'Eglise à l'école.

En U.R.S.S., la Constitution Stalinienne reconnaît à la fois la liberté des cultes religieux et de la propagande anti-religieuse. Elle sépare l'Eglise de l'Etat et l'école de l'Eglise.

Sur la base du socialisme, la science, l'art et la littérature connaissent en U. R. S. S. un épanouissement magnifique. Les laboratoires de l'U. R. S. S. sont les plus beaux du monde ; les exploits des savants soviétiques (expédition Papanine au Pôle Nord), de ses techniciens (l'aviation, les usines, les canaux, le métro de Moscou), de ses artistes (les films soviétiques), suscitent l'admiration du monde entier.

CHAPITRE III

La destruction de toutes les libertés dans les pays capitalistes
La vraie démocratie en U. R. S. S.

Pendant que, dans le monde capitaliste, la bourgeoisie poursuivait la destruction systématique de toutes les libertés, l'Union Soviétique a construit le socialisme, ce qui a permis la réalisation de la vraie démocratie par l'adoption et l'application de la Constitution Stalinienne.

Dans la période de l'impérialisme, lorsque sa domination est compromise, à cause de l'aggravation de la lutte des classes, le capitalisme cherche à rejeter la démocratie bourgeoise, à revenir sur le progrès que celle-ci constitue, malgré son caractère étriqué, par rapport au Moyen-Age. Il s'oriente vers les méthodes terroristes de gouvernement. C'est ce qu'il fit au lendemain de la guerre impérialiste dans plusieurs pays, dont l'Italie, puis, à la suite de la crise de 1929-32, en Allemagne. Dès le début de la deuxième guerre impérialiste, les gouvernements des pays officiellement démocratiques prirent des mesures contre les travailleurs qui rapprochaient ces pays des régimes de dictature fasciste. En France, notamment, Daladier et Reynaud, soutenus et conseillés par Blum, proclamaient « la guerre sainte pour la démocratie » et détruisaient toutes les libertés. Ils ont dissout le Parti communiste, jeté ses députés en prison, interdit sa presse, rétabli la lettre de cachet, promulgué le décret sur les suspects, et c'est un ministre socialiste, Sérol, qui a signé le décret prévoyant la peine de mort pour la diffusion des tracts communistes. L'Angleterre proclame qu'elle continue la guerre pour la défense de la liberté, mais restreint ou abolit les libertés dans la métropole et fait régner la terreur dans l'Inde. Après la défaite, le « gouvernement » de Vichy a entrepris la liquidation

officielle de la démocratie pour sauver le capitalisme en France au prix de la servitude. Pétain et Laval continuent « l'œuvre » de Daladier, Raynaud et Blum. Partout, les régimes de dictature fasciste ont pu être instaurés grâce aux trahisons des chefs socialistes.

Avant la Révolution française, la bourgeoisie était en lutte contre les grands propriétaires terriens et l'Eglise qui défendaient l'ancien régime, le régime féodal. Elle avait mené cette lutte au nom de la démocratie. Aux privilèges féodaux elle opposait les droits de l'homme : à l'oppression féodale, aux préjugés de caste et de race, les mots d'ordre de : liberté, égalité, fraternité. C'est pourquoi elle fut suivie par le peuple. Mais bâtie sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la démocratie bourgeoise demeura toujours étriquée pour les travailleurs qui durent mener de longues luttes pour conquérir leurs libertés.

A notre époque, la bourgeoisie défend contre le prolétariat révolutionnaire un régime social dépassé par l'histoire, l'ancien régime, le régime capitaliste. Les méthodes démocratiques ne l'intéressent que dans la mesure où elles lui permettent de maintenir sa domination par la duperie et les subterfuges que comporte forcément la démocratie bourgeoise. Dès que l'aggravation de la lutte des classes ne lui permet plus d'assurer sa domination par ces méthodes, le capital cherche à détruire la démocratie bourgeoise et instaurer sa dictature. Dès lors la bourgeoisie se réclame, à son tour, du droit divin pour supprimer toute représentation, même lointaine, de la nation, et tout contrôle, même indirect, du gouvernement par le peuple. Elle ressuscite les institutions et les superstitions du Moyen-Age, proclame la faillite de 1789, abolit les droits de l'homme et inscrit dans la loi l'inégalité et les préjugés de race. Elle abolit toutes les libertés politiques et individuelles et transforme l'homme officiellement en esclave du grand capital. C'est le chemin pris par le « gouvernement » servile de Vichy.

La Constitution Stalinienne de l'U. R. S. S.

La Constitution de 1924, qui était en vigueur en U. R. R. S. avant la Constitution Stalinienne, était plus démocratique que n'importe quelle constitution bourgeoise. Elle avait été élaborée durant la première période de la Nep, alors que le pouvoir des Soviets tolérait encore, à côté du socialisme, le développement du capitalisme. Elle comportait donc des restrictions à l'égard des éléments

capitalistes. Mais le Parti bolchévik a organisé et assuré la victoire du socialisme.

« La victoire du socialisme permettait de poursuivre la démocratisation du système électoral, d'introduire le suffrage universel égal et direct, avec scrutin secret. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 323).

Rappelons que la nouvelle Constitution, élaborée sous la direction de Staline, fut adoptée par le VIII[e] Congrès extraordinaire des Soviets, en décembre 1936, après une discussion, par tout le pays, qui dura cinq mois et demi.

On ne saurait trop insister sur le caractère vraiment unique de la Constitution Stalinienne.

Les Constitutions bourgeoises s'abstiennent de toute définition précise et véridique du régime social. Elles n'osent pas reconnaître que le régime social, c'est le capitaliste. Elles escamotent cette question ou disent des mensonges.

Le I[er] chapitre de la Constitution Stalinienne est consacré à la définition précise et véridique du régime social de l'U.R.S.S., du *régime socialiste*.

Les constitutions bourgeoises s'abstiennent de reconnaître le caractère de classe de l'Etat. Elles n'osent pas reconnaître que l'Etat dont elles définissent l'organisation est l'Etat capitaliste. Elles donnent des définitions confuses, destinées à masquer le caractère de classe de l'Etat, parlent d'Etat « populaire » ou d'Etat « corporatiste », etc.

La Constitution Stalinienne définit l'U.R.S.S. dans son premier article, l'Etat socialiste des ouvriers et paysans.

Les constitutions des Etats capitalistes n'osent pas dire que la base économique de ces Etats est formée par le système capitaliste de l'économie, par la propriété privée des moyens de production et l'exploitation de l'homme par l'homme. Elles se bornent à proclamer le caractère sacré de la propriété privée en général.

La Constitution Stalinienne définit, comme nous l'avons vu, d'une manière précise et véridique, la base économique de l'U.R.S.S., par le système socialiste de l'économie, par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, et par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les constitutions bourgeoises, même les plus démocratiques, n'ont accordé aux travailleurs des droits politiques qu'avec de mul-

tiples restrictions. A présent le capital aggrave toutes les restrictions et abolit les droits politiques. La Constitution Stalinienne donne aux citoyens les droits politiques sans aucune restriction. Elle leur donne, en outre, *le droit au travail et au repos, le droit à l'instruction, le droit d'être assuré matériellement dans la vieillesse, en cas de maladie et de perte de la capacité de travail.* Mais, en même temps qu'elle définit les droits, elle en garantit la réalisation effective pour les travailleurs, en mettant à leur disposition les moyens matériels appropriés. Le *droit au travail* est garanti par l'organisation socialiste de l'économie; le *droit au repos* par la réduction de la journée de travail, par les congés annuels avec le maintien du salaire et en mettant à la disposition des travailleurs un vaste réseau de sanas, de maisons de repos et de clubs ; le *droit à l'instruction* est assuré par la gratuité de l'enseignement et un vaste système de bourses.

Les constitutions bourgeoises les plus démocratiques s'étaient bornées à reconnaître la liberté de parole, de réunion et de la presse Du fait que les capitalistes sont maîtres des salles de réunion, des imprimeries, des stocks de papier, etc., ces libertés sont là où elles subsistent, beaucoup plus effectives pour eux que pour les travailleurs. Maintenant le capital abolit ces libertés et organise l'étouffement. La Constitution Stalinienne reconnaît aux travailleurs *la liberté de la parole, la liberté de presse, la liberté des réunions et des meetings, la liberté des démonstrations de rue et des cortèges,* et elle leur assure, en même temps, la possibilité de s'en servir en mettant à leur disposition les imprimeries, les stocks de papier, les édifices publics, les rues, les P.T.T., etc.

Le régime démocratique bourgeois même le plus libéral n'a jamais réalisé l'émancipation de la femme. A présent le capital veut réduire à nouveau la femme au rôle d'animal domestique. La Constitution Stalinienne proclame la femme l'égale de l'homme, mais, en même temps, elle lui garantit la réalisation effective de ce droit par toute une série de mesures : droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, à l'instruction, aux assurances sociales, par la protection de la mère et de l'enfant par l'Etat, les congés de grossesse avec maintien du salaire et un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants.

Les constitutions bourgeoises n'ont jamais réalisé *l'égalité* des citoyens. A l'égalité devant la loi correspond, en régime capitaliste, l'inégalité dans la société. Il ne saurait y avoir d'égalité entre l'ex-

ploité et l'exploiteur; le pauvre et le riche. A présent, le capitalisme détruit même l'égalité devant la loi ; il y inscrit à nouvau l'inégalité et brandit le racisme, arme de la réaction. La Constitution Stalinienne proclame l'égalité en droits de tous les citoyens de l'U.R.S.S., sans distinction de race. de nationalité et d'origine. Elle garantit, en même temps, cette égalité par toute l'organisation de la société socialiste.

La démocratie soviétique

Le suffrage universel en régime capitaliste n'est jamais un suffrage vraiment universel. Sous la IIIe République, en France, les femmes, les jeunes et les soldats en étaient exclus. A présent le capitalisme cherche à détruire même ce suffrage universel étriqué. Pendant la guerre, Daladier et Reynaud, soutenu par Blum, « suspendaient » les élections. Pétain et Laval ont aboli officiellement le suffrage universel.

La Constitution Stalinienne réalise le véritable suffrage universel. Tous les citoyens de l'U. R. S. S. qui ont atteint 18 ans sont électeurs et éligibles. Le suffrage universel soviétique n'exclut que les aliénés et les personnes frappées d'une condamnation judiciaire portant privation des droits politiques.

A la restriction et à la suppression du suffrage universel dans les pays capitalistes a correspondu un élargissement sans précédent du suffrage universel au pays du socialisme.

La démocratie bourgeoise, soucieuse de truquer la volonté des électeurs, combine le suffrage direct et le suffrage indirect. En France les députés étaient élus par les électeurs eux-mêmes, directement, mais les sénateurs étaient élus par des « délégués sénatoriaux ». A présent, le capital s'oriente là où il ne peut supprimer complètement tout système électoral, vers le régime du suffrage indirect. C'est ainsi que, craignant toute consultation même lointaine du pays, le « gouvernement » de Vichy élabore une « constitution » qui ne prévoit qu'une cascade d'élections, dont aucune ne se ferait au suffrage direct.

La Constitution Stalinienne réalise, au contraire. le suffrage direct au scrutin secret pour toutes les élections aux soviets.

A la transformation réactionnaire ou à l'abolition du système électoral a correspondu la démocratisation complète du système électoral en Union Soviétique.

Sous le régime de la démocratie bourgeoise, les assemblées élues au suffrage universel n'ont pas vraiment la haute main sur l'Etat. En France le Sénat, « la Haute Assemblée », élu au suffrage restreint, devait ratifier les décisions de la Chambre en matière législative. Le Président de la République était nommé par la Chambre et le Sénat réunis. C'est lui qui nommait le Président du Conseil et les ministres. Entre les sessions des Chambres, le gouvernement était pratiquement indépendant.

A présent le capital supprime même ce genre de parlementarisme étriqué.

En U.R.S.S., l'organe suprême du pouvoir d'Etat c'est le *Soviet Suprême de l'U. R. S. S.* Le Soviet Suprême de l'U. R. S. S. est composé de deux Chambres, le *Soviet de l'Union* et le *Soviet des Nationalités,* mais les deux Chambres sont élues au suffrage universel, égal et direct, et au scrutin secret. Elles sont égales en droit. Une loi, pour être valable, n'a besoin d'être votée que par l'une des deux Chambres. Le *Soviet Suprême* élit un *Présidium,* c'est-à-dire un Bureau. Il n'y a pas de président de la République placé au-dessus du Présidium du Soviet Suprême. C'est ce Présidium, c'est-à-dire le Bureau du Soviet Suprême, qui assure la présidence de la République. Les lois sont promulguées sous la signature du Président et du Secrétaire du Présidium du Soviet Suprême. Le Conseil des Commissaires du peuple est nommé par le Soviet Suprême lui-même.

Pendant que, dans les pays capitalistes, la bourgeoisie a supprimé les formes même les plus étriquées et les plus truquées du « gouvernement du peuple », l'U. R. S. S. a réalisé le gouvernement effectif du pays par le peuple, la vraie démocratie, la démocratie socialiste.

Ce sont les travailleurs qui détiennent et qui exercent effectivement le pouvoir en U. R. S. S. Ils y sont entraînés par le Parti bolchévik de Lénine et de Staline :

« ... Les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches des travailleurs s'unissent dans le Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, tant des organisations sociales que des organisations d'Etat. »

(Article 126 de la Constitution Stalinienne.)

La suppression de la démocratie dans les pays capitalistes dénote la faiblesse de la bourgeoisie. La réalisation de la vraie démocratie en U. R. S. S. dénote la force du socialisme.

Les droits et les devoirs des citoyens en régime socialiste

Le droit au travail et au repos, le droit à l'instruction, le droit d'être assuré, matériellement dans la vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travail, l'égalité de la femme dans toutes les branches de l'activité, l'égalité en droits de tous les citoyens; la liberté de conscience et la liberté de la propagande anti-religieuse; la liberté en vue de l'affermissement de la société socialiste, de la parole, de la presse, des réunions et des meetings, le droit de se grouper en organisations sociales, l'inviolabilité de la personne, l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance, le droit d'asile aux citoyens étrangers persécutés pour la défense des intérêts des travailleurs ou pour leur activité scientifique, ou encore pour la lutte en faveur de la libération nationale, tels sont les droits inscrits dans la Constitution Stalinienne. Jamais la démocratie bourgeoise n'a donné de tels droits aux travailleurs. La réalisation du socialisme leur permet de bénéficier de ces droits au moment même où dans les pays capitalistes tous leurs droits sont abolis.

En régime capitaliste, même sous le régime démocratique, le travailleur a surtout des *devoirs* dont le principal est la soumission au capital. *L'obéissance des travailleurs,* c'est ce qui remplace officiellement les droits de l'homme dans les pays soumis au régime des dictatures du type fasciste. C'est ce que prêchent aussi Pétain et Laval.

En régime socialiste, les devoirs des citoyens sont ceux des travailleurs affranchis de toute exploitation à l'égard de la société fraternelle: exécuter les lois de l'Etat socialiste, respecter les règles de vie en société socialiste, sauvegarder et affermir la propriété sociale — propriété socialiste, défendre la patrie socialiste.

« La défense de la patrie est le devoir sacré de tout citoyen de l'U. R. S. S. » (Article 133 de la Constitution Stalinienne.)

La Constitution Stalinienne est la constitution de la victoire du socialisme et de la démocratie ouvrière et paysanne. Elle consacre

« ce fait capital dans l'histoire de l'humanité que l'U. R. S. S. était entrée dans une nouvelle phase de dévoloppement : celle de l'achèvement de la construction de la société socialiste et du passage progressif à la société communiste où le principe directeur de la vie sociale doit être le principe communiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 327.)

CHAPITRE IV

Les ruines de la deuxième guerre impérialiste

La prospérité et la puissance du pays du socialisme

La deuxième guerre impérialiste, déclenchée pour un nouveau partage du monde, accumule des ruines énormes en Europe, en Asie, en Afrique : destruction des vies humaines, destruction des forces productives, désorganisation de l'économie, aggravation de la misère des masses. Ces effets de la deuxième guerre impérialiste, nous les constatons aujourd'hui en France.

Le capitalisme a roulé dans la deuxième guerre impérialiste sans avoir pu liquider les conséquences de la première. Pour l'U.R.S.S., au contraire, la période qui sépare les deux guerres impérialistes à été celle de la prospérité et de la puissance croissantes.

En France, l'industrie ne produisait pas davantage en 1938 qu'en 1913. L'Union Soviétique produisait, en 1938, neuf fois plus qu'en 1913.

« Pour la technique de la production et les rythmes de développement de notre industrie, nous avons d'ores et déja rattrapé et dépassé les principaux pays capitalistes. »

(Staline : Sur la voie du communisme.)

La place de l'économie soviétique dans l'économie mondiale

En 1936 déjà, la place de l'économie soviétique dans l'économie mondiale était la suivante :

BRANCHE D'INDUSTRIE	PLACE DE L'U. R. S. S. DANS LE MONDE	EN EUROPE
Production industrielle totale	2	1
Construction de machines	2	1
Construction de machines agricoles	2	1
Tracteurs	2	1
Machines combinées	1	1
Automobiles	6	4
Gamions	2	1
Charbon	4	3
Minerai de fer	2	1
Acier	3	2
Minerai de cuivre	6	1
Aluminium	3	2
Or	2	1
Superphosphates	3	1
Sucre de betterave	1	1

Le troisième plan quinquennal (1938-1942) fait de l'U.R.S.S. le premier pays industriel du monde.

En ce qui concerne le rythme de développement de l'industrie, il faut noter l'augmentation annuelle de la production industrielle qui depuis 1920 était, dans les pays capitalistes de 2,7 %, en U.R.S.S. de 29 %.

La supériorité de la technique de la production en Union Soviétique s'affirme, en particulier, dans le mouvement magnifique des *stakhanovistes*, étape nouvelle et supérieure de l'émulation socialiste. Les stakhanovistes, ouvriers et ouvrières, ayant la maîtrise de la technique, bouleversent les vieilles normes de productivité du travail.

« N'est-il pas clair que les stakhanovistes sont des novateurs de notre industrie; que le mouvement stakhanoviste représente l'avenir de notre industrie; qu'il contient le germe du futur essor culturel et technique de la classe ouvrière; qu'il ouvre devant nous la seule voie qui puisse nous permettre de réaliser les indices les plus élevés

de la productivité du travail, indices nécessaires pour passer du socialisme au communisme et supprimer la contradiction entre le travail intellectuel et le travail manuel. »

(Staline : Pour une vie belle et joyeuse. — Discours à la Ire Conférence des stakanovistes de l'U.R.S.S., en 1935.)

La puissance du pays du socialisme

Sur la base du socialisme réalisé, l'U.R.S.S. est devenu le pays le plus fort du monde.

L'aviation soviétique qui, en particulier par ses exploits au Pôle Nord, a montré sa valeur de premier ordre, est la plus puissante.

L'armée rouge invincible est équipée selon la technique la plus moderne.

En mars 1939, le camarade Vorochilov, Maréchal de l'U.R.S.S., pouvait dire au XVIIIe Congrès du Parti bolchévik que si un corps d'armée français ou allemand lançait, par minute, 60 tonnes d'obus, grenades ou balles, un corps d'armée soviétique en lance, durant le même temps, 80 tonnes. L'armée rouge est, d'autre part, *l'armée la plus motorisée du monde.*

L'attitude observée à l'égard de l'U.R.S.S. par l'Allemagne depuis août 1939, souligne suffisamment la puissance économique et militaire du pays du socialisme. L'armée rouge a montré sa vaillance à toute épreuve en réalisant l'exploit sans précédent que constituait la prise de la « ligne Mannerheim », fortification ultra-moderne, en plein hiver nordique.

« Notre armée rouge se dresse comme une sentinelle vigilante aux frontières qui séparent le monde socialiste du monde d'oppression, de violence et de barbarie capitaliste. Toujours à n'importe quel moment, elle est prête à voler au combat contre tout ennemi qui oserait toucher à la terre sacrée de l'Etat soviétique. »

(Vorochilov.)

Voilà ce qu'a fait le socialisme réalisé sous la direction du Parti de Lénine et de Staline d'un pays qui, vaincu en 1917, eût été, sans la révolution prolétarienne, dépecé par les rapaces impérialistes. En 1939 et 1940, c'est lui qui a libéré les peuples opprimés de la Biélo-Russie, de l'Ukraine Occidentale, de la Lithuanie, de l'Esthonie et de la Lettonie, de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord, en les intégrant par des victoires pacifiques au grand pays du socialisme.

CHAPITRE V

L'oppression des peuples dans le monde capitaliste Egalité fraternelle des peuples en Union Soviétique

Basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, le système capitaliste est incapable de réaliser la liberté nationale et l'égalité des droits des peuples. L'oppression coloniale et l'oppression nationale règnent partout dans le monde capitaliste qui devient de plus en plus une vaste prison des peuples.

« ... l'impérialisme ne peut vivre sans exploiter les colonies et sans les maintenir par la force dans les cadres d'un « tout unique », car l'impérialisme ne peut rapprocher les nations que par la voie des annexions et des conquêtes coloniales sans lesquelles on ne saurait, d'une manière générale, le concevoir. »

(Staline : Les Questions du Léninisme, t. I, p. 77).

L'impérialisme, ennemi des peuples

Pendant la guerre impérialiste de 1914-1918, l'Entente, comme l'Allemagne, prétendaient lutter pour la libération des nations opprimées, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour la réorganisation du monde sur la base de la justice, etc. Il en résulta le traité de Versailles qui n'était qu'un nouveau partage du monde, en particulier des colonies, au profit des vainqueurs, et principalement de l'Angleterre. Comme en 1914-1918, les « puissances révisionnistes », l'Allemagne et l'Italie qui, à cause de sa faiblesse militaire n'avait presque rien obtenu à Versailles, invoquaient, à la veille de la deuxième guerre impérialiste, des mots d'ordre de libération nationale, d'égalité des droits, etc. Il en résulta concrètement l'asservissement de l'Ethiopie par l'Italie, l'annexion de l'Autriche et de la Tchéco-Slovaquie par l'Allemagne, l'écrasement de l'héroïque Espagne par la coalition germano-italienne. Pendant ce temps, le Japon poursuivait la guerre impérialiste d'annexion contre la Chine.

A la veille de la deuxième guerre impérialiste, l'asservissement des peuples, l'oppression nationale avaient fait de nouveaux progrès dans le monde capitaliste.

Dès le début de la guerre impérialiste déclanchée en 1939, l'impérialisme franco-anglais proclamait que la « liberté des peuples »

était l'un de ses principaux buts de guerre. Mais il était parfaitement visible que si chacun des belligérants mettait en avant le mot d'ordre de la « réorganisation de l'Europe », il s'agissait, en fait pour chacun, de l'organisation de sa propre hégémonie. Au bout d'un an de guerre impérialiste, de nouveaux Etats avaient perdu leur indépendance. C'est d'abord la Pologne de Versailles, qui fut aussi une prison des peuples. Ce sont ensuite les neutres, que chacun des belligérants cherchait à tirer de son côté : la Hollande, la Belgique, la Norvège, le Danemark, occupés par l'Allemagne et administrés, en fait par elle. Les accords conclus entre ce pays et les états danubiens, comme la Hongrie et la Roumanie, le caractère de ce qu'on appelle l'alignement sur l'axe, montrent clairement que la nouvelle organisation européenne est conçue forcément une fois de plus sur des bases impérialistes, qu'elle doit comporter l'asservissement complet de plusieurs pays et la vassalisation très étroite des autres, au point de vue économique, politique et culturel. C'est un tel asservissement de la France qui constitue le contenu réel de la « politique de collaboration » que pratiquent le gouvernement Pétain-Laval et les hommes du grand capital qui le soutiennent, afin de sauver le capitalisme en France.

L'union fraternelle des peuples en U. R. S. S.

Pendant que l'oppression des peuples ne cessait de s'aggraver et de s'étendre dans la monde capitaliste, l'U.R.S.S., le pays du socialisme, a résolu définitivement la question nationale, en réalisant l'égalité des peuples dans une union fraternelle.

L'Union Soviétique comprend plus de 40 peuples, si l'on compte seulement ceux qui ont une certaine importance.

Le pouvoir des soviets a réalisé effectivement *l'égalité des droits entre les nations.*

Tous les citoyens soviétiques sont égaux, quelle que soit leur nationalité ou leur race.

« L'égalité en droit des citoyens de l'U. R. S. S. sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique est une loi immuable.

« Toute restriction directe ou indirecte aux droits ou, inversement, l'établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens, selon la race et la nationalité à laquelle ils appartiennent,

de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national sont punis par la loi. »

(Article 123 de la Constitution Stalinienne).

Voilà ce que fait le socialisme au moment même où la réaction capitaliste cherche à rallumer les haines nationales et les préjugés de race, où elle ressuscite les pogroms et crée partout l'inégalité.

L'égalité des droits pour les nations se réalise, en U. R. S. S., en même temps pour l'administration de l'Etat. Le *Soviet des Nationalités* a les mêmes droits que le *Soviet de l'Union.* Il fait partie, au même titre, du *Soviet Suprême de l'U. R. S. S.*, organe supérieur du pouvoir d'Etat.

Au Soviet des Nationalités, élu sur la base nationale, chaque République Fédérée a droit à 25 députés. Ainsi la République Soviétique Fédérative Socialiste de Russie (R. S. F. S. R.) ayant 113 millions d'habitants envoie 25 députés, et la République Soviétique Socialiste de Turkménie qui a 1.300.000 habitants, en envoie également 25.

Le pouvoir soviétique a réalisé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes :

« Chaque république fédérée conserve le droit de sortir librement de l'U. R. S. S. » (Article 17 de la Constitution Stalinienne.)

L'essor des cultures nationales en régime socialiste

A l'exploitation économique, à l'étouffement politique et culturel des peuples dans le monde capitaliste correspond, en U. R. S. S., un prodigieux essor de la vie économique et politique, ainsi que de la culture nationale des peuples libérés de toute exploitation et de toute oppression.

En industrialisant l'U. R. S. S., le pouvoir soviétique a veillé à ce que les nations opprimées sous le tsarisme se développent rapidement. Les territoires, habités par des peuples autrefois en partie nomades, furent industrialisés sur un rythme accéléré.

Le pouvoir soviétique a donné aux nationalités des écoles où l'enseignement se fait, à tous les degrés, dans la langue maternelle des enfants. Pour pouvoir y arriver, il a fallu, pour certains peuples, créer la langue écrite de toutes pièces ; dans d'autres cas, il a fallu créer une nouvelle écriture. L'enseignement dans la langue maternelle des enfants a pu être réalisé ainsi même pour des petits

peuples qui ne comptent que quelques dizaines de milliers de représentants. Mais telle est la politique nationale stalinienne.

Les *Kalmouks,* par exemple, qui sous le tsarisme étaient absolument dépourvus de toute culture, avaient déjà en 1935, en plus des autres écoles, des écoles techniques ; les *Iakoutes,* une *université,* etc.

De même se développe la *littérature nationale* : tous les peuples quelque peu importants publient dans leur langue maternelle des livres, des revues, des journaux.

Alors que, dans le monde capitaliste, on cherche à ramener les femmes, même dans les pays les plus avancés, au rôle de domestique, le régime socialiste a réalisé l'émancipation de la femme même chez les peuples les plus arriérés.

C'est à cette union fraternelle des peuples liés par l'amitié stalinienne que se sont intégrés, avec un immense enthousiasme, les peuples de la Bielo-Russie, de l'Ukraine Occidentale, de la Lituanie, de l'Esthonie et de la Lettonie, de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord, — 13 millions d'hommes libérés du joug du capitalisme par le grand pays de la révolution prolétarienne victorieuse et du socialisme réalisé.

L'exemple de l'U. R. S. S. montre qu'il existe, pour les peuples, une autre solution que l'asservissement dans les cadres de tel ou tel groupement impérialiste : l'union fraternelle des peuples que permet de réaliser le renversement de l'impérialisme. L'Union Soviétique est l'image de ce que sera demain le Soviet mondial, l'union fraternelle des peuples de la Terre : l'Internationale du genre humain.



CONCLUSIONS

La deuxième guerre impérialiste accentue, d'une manière extraordinaire, l'opposition des deux systèmes et, par conséquent, l'influence révolutionnaire de l'U. R. S. S.

L'UNION Soviétique a réalisé le *socialisme*. Elle est déjà sur la voie du *communisme*. Après avoir réalisé la société dont la vie est dirigée par le principe « de chacun selon ses *capacités*, à chacun selon son *travail* », le Parti bolchévik, guidé par Staline, conduit les peuples de l'U. R. S. S. vers une phase supérieure de la société nouvelle, vers la phase du communisme, où la vie est organisée d'après le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses *besoins* ». De la répartition des produits d'après le travail, on passe ainsi à la répartition des produits d'après les besoins. Cette transformation s'accomplit sur la base du développement continu des forces productives dont l'expansion, en U. R. S. S., est illimitée, parce que le capitalisme y est aboli.

Ces nouveaux et immenses progrès de l'U. R. S. S. coïncident avec le déchaînement et le développement de la deuxième guerre impérialiste.

Vingt-trois années se sont écoulées depuis la victoire d'octobre.

Les travailleurs du monde entier qui fêtent, avec les peuples heureux de l'Union Soviétique, cet anniversaire glorieux, font le bilan des deux mondes.

En vingt-trois ans, la révolution prolétarienne a donné la paix, la terre, la liquidation de la misère, du chômage, des crises économiques, la construction du socialisme, la vie aisée, l'épanouissement de la culture et la vraie démocratie.

En vingt-trois ans, le maintien du capitalisme a donné le traité de Versailles, générateur d'une nouvelle guerre impérialiste, trois crises économiques, le chômage chronique, l'appauvrissement du prolétariat et de la paysannerie, l'abolition de toutes les libertés, l'asservissement des peuples et, finalement, la deuxième guerre impérialiste.

Après vingt-trois années de pouvoir prolétarien, la perspective de l'U. R. S. S., c'est le passage de la vie aisée à l'abondance, du socialisme au communisme.

Après vingt-trois années de survie du capitalisme agonisant, ses perspectives sont la servitude pour les peuples et les individus, la misère et la guerre, un second Versailles, générateur de nouvelles misères et de nouvelles guerres.

Ainsi s'accentuent chaque jour davantage l'opposition des deux mondes et la mobilisation des travailleurs du monde entier contre le régime capitaliste qui n'enfante que la misère, l'esclavage et la mort.

Le salut définitif de la France réside non dans la victoire d'un groupe capitaliste, mais dans le renversement du capitalisme et dans la construction du socialisme.

« La France asservie, pillée, privée de toute liberté, plongée dans la misère, menacée dans son avenir : voilà à quoi a abouti l'anti-soviétisme des gouvernants français ; mais au milieu des ténèbres de la servitude, des millions d'hommes tournent leurs regards du côté de la grande Union Soviétique. »

(Adresse du Comité Central du Parti Communiste Français au Parti Communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S., pour le 23e anniversaire d'octobre.)

C'est, en effet, l'U. R. S. S. qui montre aux Français « l'exemple à suivre, la voie de la délivrance. »

Le salut de la France ne réside pas dans la victoire d'un groupe capitaliste sur un autre. Il ne réside pas dans la « Fédération Européenne » ou la « Nouvelle Europe » ou les « Etats-Unis d'Europe » organisé sous l'hégémonie de l'impérialisme vainqueur, et que prêchent les Déat, les Doriot et autres journalistes vendus. Ce qu'il faut penser de pareils mots d'ordre, c'est ce qu'a montré Lénine, dès 1915, dans son article célèbre intitulé : « Sur le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ».

« A l'apogée du développement du capitalisme, écrivait Lénine, quelques grandes puissances organisent le pillage d'environ un milliard d'habitants de la terre. *Et, en régime capitaliste, toute autre organisation serait impossible.* »

Le partage du monde entre les grandes puissances capitalistes ne se réalise que par la force. Sous le capitalisme « *il ne peut y avoir d'autre base, d'autre principe que la force pour un partage* ». Un partage impérialiste est donc toujours provisoire : il renferme les germes d'une nouvelle guerre.

« Le capitalisme, c'est la propriété privée sur les moyens de production... C'est l'anarchie de la production... Impossible de partager autrement que « d'après la force ». Or, la proportion des forces se modifie au fur et à mesure de l'évolution économique... Pour vérifier la force réelle d'un Etat capitaliste, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'autre moyen que la guerre. La guerre n'est pas en contradiction avec les fondements de la propriété privée ; elle en est le développement direct et inévitable. En régime capitaliste l'accroissement régulier de la puissance économique, des fortunes particulières et des Etats est impossible. En régime capitaliste, il n'y a pas, pour rétablir, de temps à autre, l'équilibre rompu, d'autres moyens que des crises dans l'industrie, des guerres en politique. »

Dans ces conditions :

« *... les Etats-Unis d'Europe, sous le capitalisme, sont impossibles ou seront réactionnaires.* »

Que peuvent être, en effet, sous le capitalisme, ces Etats-Unis d'Europe ?

« Bien entendu, il existe des possibilités d'accords *temporaires* entre capitalistes et entre puissances. C'est dans ce sens que l'on peut concevoir des Etats-Unis d'Europe, comme une convention entre capitalistes *européens*... mais une convention portant sur quoi ? Uniquement sur une politique commune pour écraser le socialisme en Europe, pour conserver les colonies dont on s'est emparé par brigandage, *contre* des entreprises du Japon et des Etats-Unis. »

L'analyse géniale de Lénine s'applique à la situation actuelle. *L'organisation de l'Europe sous le capitalisme ne saurait être qu'une convention provisoire pour partager entre les vainqueurs les dépouilles des vaincus et pour défendre les résultats des brigandages. L'impérialisme le plus fort ne saurait « fédérer » les Etats européens que pour poursuivre des buts réactionnaires,* parmi lesquels Lénine nomme en premier lieu l'écrasement du socialisme en Europe. Ce but était officiellement poursuivi par « l'axe Berlin-Rome-Tokio », jusqu'au moment où Hitler a reculé devant la puissance économique et militaire du pays du socialisme. Ce but, l'écrasement du socialisme, était, pendant cette guerre, la préoccupation qui dominait tous les plans de l'impérialisme franco-anglais, ce qui fut l'une des causes principales de la défaite de la France.

L'état actuel de l'Europe prouve suffisamment que l'impérialisme vainqueur ne saurait fédérer les Etats européens autrement qu'en les asservissant et qu'il ne saurait rapprocher les nations que par des annexions. Etant impérialiste, il ne saurait connaître d'autre « collaboration » que l'exploitation. La « Nouvelle Europe », chantée par les journalistes vendus ne saurait être que l'organisation de l'hégémonie du groupe capitaliste vainqueur, un second Versailles, générateur de nouvelles guerres. Il en serait ainsi quel que soit le groupe impérialiste vainqueur, que ce soit l'Allemagne ou l'Angleterre, voire les Etats-Unis, car l'impérialisme ne connaît et ne peut connaître d'autre forme d'organisation ; car « les Etats-Unis d'Europe sous le capitalisme sont impossibles ou seront réactionnaires ». Les Etats-Unis d'Europe qu'on nous prêche ne sauraient être, sous le capitalisme, qu'une prison pour les peuples de l'Europe.

Faire croire aux Français que le salut de la France vaincue réside dans la victoire de l'un des deux groupes impérialistes en lutte est un mensonge criminel. Dans une Europe « réorganisée » par l'impérialisme vainqueur, quel qu'il soit, une France capitaliste ne serait qu'un pays vassal, condamné à la régression économique, sociale et politique ; réduit à la misère par la double exploitation du capital français et étranger. Or, c'est à une telle « réorganisation » impérialiste qu'aboutirait la victoire de l'Allemagne comme celle de l'Angleterre. La voie du salut, pour la France, c'est celle que montre le Parti Communiste Français, c'est la voie suivie par l'U. R. S. S. : le renversement du capitalisme et la construction du socialisme.

« Les travailleurs français et tous les Français qui veulent la liberté et l'indépendance de notre pays voient dans les prodigieuses victoires remportées par le pouvoir des soviets, depuis vingt-trois ans, l'exemple à suivre, le chemin de la délivrance, et ils voient en votre grand Staline, le chef du prolétariat international, le chef des peuples en marche vers leur libération. »

(Adresse du Comité Central du Parti Communiste Français au Parti Communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S. pour le 23e anniversaire d'octobre).

LECTURES :

Histoire du Parti bolchévik, chapitres IX à XII.
Staline : Sur la voie du Communisme.
Constitution de l'U. R. S. S.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

La nouveauté essentielle de notre époque : la lutte entre le capitalisme dépassé par l'histoire et le socialisme en pleine croissance.

La supériorité du socialisme sur le capitalisme.

Nécessité pour tout militant de savoir démontrer, surtout a présent, la supériorité du socialisme sur le capitalisme.

La démagogie capitaliste a propos du socialisme.

CHAPITRE I

LES TRAITS FONDAMENTAUX DU RÉGIME SOCIALISTE

La propriété sociale des moyens de production.

Les formes de la propriété socialiste en U.R.S.S.

La propriété privée en U.R.S.S.

La suppression des classes antagonistes.

Disparition des classes, formation de l'unité morale et politique de la société.

La démagogie capitaliste au sujet de la paix sociale.

L'état socialiste.

CHAPITRE II

LA SUPÉRIORITÉ DU SOCIALISME SUR LE CAPITALISME

La disparition des crises en régime socialiste.

La planification de l'économie socialiste.

La démagogie capitaliste au sujet du « plan ».

Chomage chronique dans le système capitaliste. Pleine utilisation des forces ouvrières en U.R.S.S.

Appauvrissement du proletariat en regime capitaliste. essor de la classe ouvrière en U.R.S.S.

Crise agraire et ruine des paysans en régime capitaliste essor de l'agriculture et de la paysannerie en U.R.S.S.

Obscurantisme dans les pays capitalistes, procrès de la culture, des sciences et des arts en Union Soviétique.

CHAPITRE III

LA DESTRUCTION DE TOUTES LES LIBERTÉS DANS LES PAYS CAPITALISTES.

LA VRAIE DÉMOCRATIE EN U.R.S.S.

LE RETOUR AU POUVOIR DE « DROIT DIVIN ».

LA CONSTITUTION STALINIENNE DE L'U.R.S.S.

LA DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE.

LES DROITS ET LES DEVOIRS DES CITOYENS EN RÉGIME SOCIALISTE.

CHAPITRE IV

LES RUINES
DE LA DEUXIÈME GUERRE IMPÉRIALISTE.

LA PROSPERITÉ ET LA PUISSANCE
DU PAYS DU SOCIALISME

LA PLACE DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE.

LA PUISSANCE DE L'U.R.S.S.

CHAPITRE V

L'OPPRESSION DES PEUPLES
DANS LE MONDE CAPITALISTE.

ÉGALITÉ FRATERNELLE DES PEUPLES
EN UNION SOVIETIQUE

L'IMPÉRIALISME, ENNEMI DES PEUPLES.

L'UNION FRATERNELLE DES PEUPLES EN U.R.S.S.

L'ESSOR DES CULTURES NATIONALES EN RÉGIME SOCIALISTE.

CONCLUSIONS

LA DEUXIÈME GUERRE IMPÉRIALISTE ACCENTUE D'UNE MANIÈRE EXTRAORDINAIRE L'OPPOSITION DES DEUX SYSTÈMES ET, PAR CONSÉQUENT, L'INFLUENCE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'U.R.S.S.

LE SALUT DÉFINITIF DE LA FRANCE RÉSIDE NON DANS LA VICTOIRE D'UN GROUPEMENT CAPITALISTE, MAIS DANS LE RENVERSEMENT DU CAPITALISME ET DANS LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME.

LECTURES

« HISTOIRE DU PARTI BOLCHÉVIK », CHAPITRES IX A XII.

STALINE : SUR LA VOIE DU COMMUNISME.

CONSTITUTION DE L'U.R.S.S.

Imprimé en France - Décembre 1940